



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CONSULTATION N° APHP.SU 25-015 DU 28/03/2025

Acheteur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Madame la Directrice du GHU AP-HP. Sorbonne Université

Lieux d'exécution

Hôpital Charles Foix
7 avenue de la République
94200 Ivry-sur-Seine

Hôpital La Pitié-Salpêtrière
47/83 boulevard de l'Hôpital
75013 Paris

Hôpital Rothschild
5 rue Santerre
75012 Paris

Hôpital Trousseau
26 avenue du Docteur Arnold Netter
75012 Paris

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 Objet	3
1.2 Type et montant.....	3
1.3 Durée.....	3
1.4 Définition de la prestation	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ	3
2.1 Allotissement	3
2.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	3
2.3 Variante	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS	4
3.1 Pièces contractuelles.....	4
3.2 Certificats	4
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	4
4.1 Cotraitance.....	4
4.2 Sous-traitance	4
ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	5
5.1 Composition des prix.....	5
5.2 Variation des prix.....	5
5.3 Application des prix.....	5
5.4 Régime des taxes	5
ARTICLE 6 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	6
6.1 Commande.....	6
6.2 Réception et admission des prestations.....	6
ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ	7
7.1 Contrôle.....	7
7.2 Suivi du marché.....	7
7.3 Clause de réexamen	7
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	7
8.1 Secret professionnel.....	7
8.2 Respect des principes de la République	8
8.3 Accès aux établissements – Identification	9
8.4 Grèves	9
8.5 Réunion de mise en place du marché.....	9
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT	9
9.1 Facturation.....	9
9.2 Paiement.....	10
9.3 Avance.....	10
ARTICLE 10 : ASSURANCES	11
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES.....	11
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION	12
ARTICLE 14 : UTILISATION DES RESULTATS.....	14
ARTICLE 15 : DEROGATIONS	14

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**1.1 Objet**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché lancé en vue d'une prestation d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le regroupement de l'activité de production de Trousseau au sein de l'Unité Centrale de Production de l'hôpital Charles-Foix, les impacts organisationnels et structurels sur la restauration de l'hôpital Trousseau, la réorganisation de la fonction restauration et hôtellerie sur l'hôpital Rothschild, et en option la restructuration des activités de restauration sur le site de la Pitié-Salpêtrière.

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université est un établissement de l'Assistance-Publique-Hôpitaux de Paris. Il est composé des sites Charles Foix, Pitié Salpêtrière, Rothschild, Saint-Antoine, Tenon, Trousseau, La Roche-Guyon.

Les sites du GHU AP-HP.Sorbonne Université concernés par le présent marché sont :

- D'une part les hôpitaux Charles Foix, Rothschild et Trousseau,
- D'autre part l'hôpital de La Pitié Salpêtrière,

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

1.2 Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-5, R2131-12, R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

En application de l'article R. 2112-6 2° du code de la commande publique, le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

En outre, l'Acheteur se réserve la possibilité de recourir à un marché de prestations similaires qui, le cas échéant, sera conclu avec le titulaire retenu dans les conditions fixées par l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

1.3 Durée

Le présent marché prendra effet à compter de sa notification pour une période d'exécution de 48 mois.

1.4 Définition de la prestation

Le détail de la prestation, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et le présent CCAP.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ**2.1 Allotissement**

L'acheteur décide de ne pas allotir du fait du caractère indivisible de la prestation.

2.2 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoire (PSE)

Le marché comporte une PSE :

- PSE n°1 : Accompagnement à la restructuration de l'activité de restauration de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	3/14
CCAP	AMO Restauration	

L'acheteur notifie au titulaire s'il décide de retenir la PSE à la notification du marché.

2.3 Variante

Les variantes sont interdites.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe n°1 jointe au CCTP (Cadre de réponses techniques) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour l'Acheteur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- Tout document déposé avec l'offre.

3.2 Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1 Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par le CCAG-PI (notamment en ses articles 3.5, 3.7.4, 3.8.4 et 12) et par les articles R2142-3, R2142-19 à R2142-27, R2191-39, R2191-53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

4.2 Sous-traitance

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le GHU AP-HP. Sorbonne Université, pour pallier ses défaillances éventuelles. Cet éventuel sous-traitant devra répondre aux mêmes exigences que le prestataire.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	4/14
CCAP	AMO Restauration	

La situation des sous-traitants est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2191-6 à 7, R2191-45 et R2193 du code de la commande publique et le CCAG-PI (notamment en ses articles 3.6 et 12)

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires hors TVA appliqués aux prestations réellement exécutés.

5.1 Composition des prix

Ainsi, les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe à l'Acheteur.

5.2 Variation des prix

Les prix sont révisibles annuellement dans les conditions suivantes :

- Les prestations forfaitaires sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché. La formule de révision est établie à partir de l'indice SYNTEC selon la règle suivante :

$$P = Po (0,2 + 0,8 (x / xo))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

Po = prix initial du marché

Xo = valeur de l'indice au mois de la notification inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur du même indice à la date anniversaire du marché

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

- La révision de prix se fera à la demande du titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché) d'un nouveau bordereau des prix faisant apparaître ses prix révisés dans la limite d'une clause de sauvegarde fixée à **2%** par an.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

5.3 Application des prix

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement du titulaire seront appliqués aux différentes prestations réalisées et ayant fait l'objet d'un bon de commande ou ordre de service.

5.4 Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	5/14
CCAP	AMO Restauration	

ARTICLE 6 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

6.1 Commande

L'exécution des prestations du présent marché est subordonnée à l'émission par le bureau des achats de la Direction des Achats du Développement Durable et de la Logistique (DADDL), d'un bon de commande préalable, mentionnant les prestations souhaitées.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins. Elles seront transmises au titulaire par voie électronique.

Tout bon de commande peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 24 heures.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- la nature des prestations à réaliser ;
- la date de réalisation et de livraison de la prestation ;
- la référence du marché ;
- le prix forfaitaire hors taxes, en référence au prix contractuel comme mentionné à l'annexe financière de l'acte d'engagement,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total de la commande toutes taxes comprises.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 6 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

6.2 Réception et admission des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de la prestation afin de vérifier sa conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre. Ces opérations se déroulent conformément à l'article 28 du CCAG-PI et précèdent l'admission de la prestation. Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de deux mois pour notifier sa décision de réception, d'ajournement ou de rejet de la prestation à compter de la remise par le titulaire des livrables prévus au CCTP ou qu'il s'est engagé à remettre à travers son offre. Ce délai est interrompu par chaque demande de précision du pouvoir adjudicateur et recommence à courir à réception de la réponse du titulaire.

En appui des livrables, le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur l'ensemble des éléments qui lui ont permis d'arriver aux conclusions remises, tels que les résultats des études, sondages ou analyses exécutés, etc. En cas de doute sur les résultats présentés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une contre-expertise. Si le résultat de cette dernière confirme les données du prestataire, la contre-expertise sera à la charge du pouvoir adjudicateur, s'il les infirme les frais afférents seront supportés par le titulaire sauf si celui-ci missionne une deuxième contre-expertise, commandée par le pouvoir adjudicateur, qui abonderait dans son sens.

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 29 du CCAG-PI.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	6/14
CCAP	AMO Restauration	

ARTICLE 7 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ**7.1 Contrôle**

Le GHU AP-HP.Sorbonne Université se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

7.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité signée par la Directrice des Achats, du Développement Durable et de la Logistique (DADDL) du GHU AP-HP.Sorbonne Université ou son représentant. Elle sera communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Directrice de la DADDL du GHU AP-HP.Sorbonne Université ou son représentant.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration, une mise en demeure sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, conformément au chapitre 7 du CCAG – PI et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La Commission Locale d'Appréciation des Offres du GHU AP-HP.Sorbonne Université sera saisie de ces difficultés et pourra tirer toute conséquence sur les éventuelles futures candidatures du titulaire à tout appel d'offres publié par le GHU AP-HP. Sorbonne Université.

7.3 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant de l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- Le GHU AP-HP.Sorbonne Université se réserve le droit d'acquiescer auprès du titulaire retenu des prestations de services nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour. Elles seront introduites au marché par voie d'acte modificatif.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de l'Acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'Acheteur par LRAR.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**8.1 Secret professionnel**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) ou documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié l'Acheteur.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	7/14
CCAP	AMO Restauration	

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

8.2 Respect des principes de la République

Le présent contrat prévoit que le titulaire participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier
Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnels auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : GHU AP-HP.Sorbonne Université - Site Pitié Salpêtrière – Direction Générale – Cellule des marchés – Cour du marché, porte 04 – 47, boulevard de l'hôpital – 75651 PARIS cedex 13 / Téléphone : 01 42 17 60 91.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	8/14
CCAP	AMO Restauration	

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques

8.3 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.4 Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.5 Réunion de mise en place du marché

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université organisera une réunion de mise en place du marché à laquelle le titulaire est tenu de participer.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Conformément aux articles L2192-1 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	9/14
CCAP	AMO Restauration	

- Les coordonnées complètes du compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN ;
- Le code APE ;
- Le montant hors taxes par prestation commandées et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C. ;
- La formule de révision des prix si les prix ont été révisés.
- Le numéro du marché ;
- Le n° du bon de commande ;
- La date de réalisation de la prestation ;

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

9.2 Paiement

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Les règlements auront lieu, à terme échu, après constat du service fait.

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-PI.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par l'Acheteur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Les intérêts moratoires sont régis par les articles R 2192-31 à R 2192-33 du Code de la Commande Publique. Ils ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée (article D2192-35 dudit Code).

Conformément à l'article R2192-36 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délais de 45 jours suivants la mise en paiement du principal.

9.3 Avance

L'option B du CCAG-PI s'applique.

Conformément au code de la commande publique, le titulaire peut demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7 et-9 et R2193-10 à -21 dudit code.

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Cependant si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le titulaire pourra demander une avance pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	10/14
CCAP	AMO Restauration	

Le remboursement de l'avance faite au titre du forfait sera réalisé pour moitié lors du premier règlement et pour moitié lors du suivant.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature causés au personnel et aux biens du GHU AP-HP. Sorbonne Université du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels,
- De ses fournitures.

Le titulaire doit justifier, chaque année, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par le titulaire, à la Cellule des Marchés du GHU AP-HP. Sorbonne Université, d'un exemplaire ou d'une copie de la police d'assurance.

Le titulaire du marché est tenu d'informer le GHU AP-HP Sorbonne Université de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les **huit jours** qui suivent sa décision.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	11/14
CCAP	AMO Restauration	

ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.
Toutes les pénalités objet du présent article sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque les conditions d'application des pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché.

13.1. Pénalités de retard et d'indisponibilité**✚ Non transmission des attestations fiscales et sociales**

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 50 € par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché ni la somme de 45 000 euros.

✚ Autres pénalités

Les pénalités suivantes sont susceptibles d'être appliquées au titulaire du marché à la seule discrétion de l'acheteur compte tenu des éléments contextuels :

- 50 € HT par jour de retard par rapport à l'engagement pris par le titulaire pour rendre les livrables définis au CCTP ou via l'offre du titulaire, voire, via les bons de commande.

En cas de demande de précision ou de complément après analyse du livrable, l'acheteur fixera un délai raisonnable au titulaire pour préciser ou compléter son rendu. Les pénalités fixées ci-dessus s'appliqueront de la même manière une fois ce délai dépassé.

- 50 € HT pour toute absence ou retard de plus de 15 minutes à une réunion programmée.
- 50 € HT pour non présentation, pour validation par l'Acheteur, des CV dans le cadre du remplacement d'un membre de l'équipe du titulaire

Il est précisé que si le retard dans la prestation était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard, par voie de courrier.

13.2. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque l'Acheteur constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, l'Acheteur peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception ;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes de la facture mentionnée à l'article 9.1

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	12/14
CCAP	AMO Restauration	

13.3. Résiliation, litiges

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément à l'article 38.2 du CCAG-PI.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, l'Acheteur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'acheteur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Tout différend du titulaire avec l'Acheteur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 43 du CCAG-PI et des articles R 2197-1, R 2197-16, R 2197-23 à 24 du Code de la Commande Publique.

RECOURS GRACIEUX

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'Acheteur en cas de différend.

Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG PI.

RECOURS HIERARCHIQUE

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par l'Acheteur. Le titulaire dispose alors de deux mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
55 boulevard Diderot
CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux.

RECOURS CONTENTIEUX

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du code de justice administrative.

REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au comité consultatif de règlement des litiges.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	13/14
CCAP	AMO Restauration	

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du Code de Justice Administrative.

REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le titulaire doit aviser le GHU AP-HP.Sorbonne Université dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par le GHU AP-HP.Sorbonne Université à cette personne si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages intérêts au profit du GHU AP-HP.Sorbonne Université.

FORCE MAJEURE

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au GHU AP-HP Sorbonne Université.

CAS DU TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 27 du CCAG-PI.

MISE EN PLACE D'UN MARCHE CENTRAL AP-HP

Le GHU AP-HP.Sorbonne Université se réserve la possibilité de résilier le marché, à tout moment et sans indemnités, si la centrale des Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Travaux (ACHAT) de l'AP-HP, contractualise un marché couvrant ce besoin pendant la durée d'exécution du présent marché.

ARTICLE 14 : UTILISATION DES RESULTATS

Les résultants désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent des prestations réalisées par le Titulaire.

Les droits dérivant desdits résultats sont soumis aux dispositions prévues par l'article 35 du CCAG PI.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-PI :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 3.1	Article 4.1	Ordre des pièces
Article 13	Article 14	Pénalités

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.

AP-HP.Sorbonne Université	Consultation n° APHP. SU 25-015 du 28/03/2025	14/14
CCAP	AMO Restauration	